
Deuxième session, trentième Législature

Second Session, Thirtieth Legislature

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

(Réimpression)

(Reprint)

Projet de loi n° 41

Bill No. 41

Loi modifiant la Loi sur les services de
santé et les services sociaux

An Act to amend the Act respecting
health services and social services

Première lecture

First reading

M. FORGET

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC
CHARLES-HENRI DUBÉ
QUÉBEC OFFICIAL PUBLISHER

1974

Projet de loi n° 41

Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 1 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (1971, chapitre 48) est modifié:

a) en remplaçant le paragraphe *j* par le suivant:

« *j* » « centre d'accueil »: une installation où on accueille pour les loger, entretenir, garder sous observation, traiter ou réadapter, des personnes dont l'état en raison de leur âge ou de déficiences physiques, caractérielles, psychosociales ou familiales, est tel qu'elles doivent être soignées ou gardées en résidence protégée ou, s'il y a lieu, en cure fermée, y compris une pouponnière ou une garderie d'enfants, mais à l'exception d'une famille d'accueil, d'une colonie de vacances ou autre installation similaire ainsi que d'une installation maintenue par une institution religieuse pour y recevoir ses membres ou adhérents; »;

b) en retranchant le paragraphe *k*;

c) en ajoutant, après le paragraphe *n* les suivants:

« *o* » « famille d'accueil »: une famille qui prend charge d'un ou plusieurs adultes ou enfants, d'un nombre maximum de neuf, qui lui sont confiés par l'entremise d'un centre de services sociaux;

« *p* » « bénéficiaire »: toute personne à qui sont fournis des services de santé ou des

Bill No. 41

An Act to amend the Act respecting health services and social services

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. Section 1 of the Act respecting health services and social services (1971, chapter 48) is amended:

(a) by replacing paragraph *j* by the following:

“(j) “reception centre”: facilities where, for their lodging, keeping under observation, treatment or rehabilitation, persons are received whose condition, by reason of their age or physical, personality, psychosocial or family deficiencies, is such that they must be treated or kept in protected residence or, if need be, for close treatment, including nurseries and day care centres, but excepting foster families, vacation camps and other similar facilities and facilities maintained by a religious institution to receive its members or followers;”;

(b) by striking out paragraph *k*;

(c) by adding after paragraph *n* the following:

“(o) “foster family”: a family which takes charge of one or several adults or children, to a maximum number of nine, who are entrusted to it through a social service centre;

“(p) “recipient”: every person to whom health services or social services are fur-

NOTES EXPLICATIVES

L'article 1 de ce projet reprend, dans la Loi sur les services de santé et les services sociaux, la définition de l'expression « centre d'accueil », ajoute les définitions des expressions « famille d'accueil », « bénéficiaire », « usager » et « Commission » et indique la composition du personnel clinique.

L'article 2 précise les droits et obligations des personnes qui reçoivent leur congé d'un établissement.

L'article 3 ajoute la Cour de bien-être social et la Commission des affaires sociales instituée par la Loi de la Commission des affaires sociales, aux instances auxquelles une personne peut s'adresser lorsqu'un établissement lui refuse l'accès à son dossier médical ou à son dossier ayant trait aux services sociaux qu'elle a reçus.

L'article 4 ajoute certaines personnes qui ont droit d'obtenir des dossiers.

Les articles 5 et 6 reprennent la description des établissements publics.

L'article 7 reprend la description des centres d'accueil privés.

L'article 8 indique quelle suite doit être donnée aux plaintes reçues par les conseils régionaux.

L'article 9 prévoit que les règlements adoptés par un conseil régional doivent, à l'égard de l'élection des membres des conseils d'administration des établissements, prévoir une période de votation d'au moins quatre heures pour les membres des collèges électoraux. Il suffira de publier un tel règlement dans la Gazette officielle du Québec.

L'article 10 permet au ministre d'exercer certains des pouvoirs d'un conseil régional non seulement à défaut d'un tel conseil mais

EXPLANATORY NOTES

Section 1 of this bill revises, in respect of the Act respecting health services and social services, the definition of the expression "reception centre", adds definitions of the expressions "foster family", "recipient", "user" and "Commission", and indicates the composition of the clinical staff.

Section 2 specifies the rights and obligations of persons discharged from an establishment.

Section 3 adds the Social Welfare Court and the Social Affairs Commission established by the Social Affairs Commission Act to the bodies to which a person may apply when an establishment refuses him access to his medical record or his record respecting social services he has received.

Section 4 adds certain persons to those who are entitled to obtain records.

Sections 5 and 6 revise the description of public establishments.

Section 7 revises the description of private reception centres.

Section 8 indicates how complaints received by the regional councils are to be dealt with.

Section 9 provides that the regulations made by a regional council must, with regard to the election of members of the board of directors of an establishment, provide for a voting period of at least four hours for the members of the electoral colleges. No procedure other than publication in the Québec Official Gazette is required.

Section 10 enables the Minister to exercise certain of the powers of a regional council where there is no such council or where a

services sociaux par un établissement ou une famille d'accueil;

« q) « usager »: toute personne qui détient une carte ou est inscrite à un registre, démontrant qu'un établissement lui a fourni des services depuis moins de deux ans, à l'exclusion toutefois d'une personne employée par ledit établissement ou par un autre établissement de même catégorie ou exerçant des fonctions pour le compte dudit établissement ou d'un autre établissement de même catégorie ainsi que, le cas échéant, d'une personne membre d'une corporation sans but lucratif autre qu'une corporation constituée en vertu de la présente loi et propriétaire des actifs immobiliers de l'établissement;

« r) « Commission »: la Commission des affaires sociales instituée par la Loi de la Commission des affaires sociales (1974, chapitre *insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi 40*). »;

d) en ajoutant à la fin l'alinéa suivant:

« Aux fins de la présente loi, est considérée comme faisant partie du personnel clinique d'un établissement toute personne détentrice d'un diplôme de niveau collégial ou universitaire qui occupe pour l'établissement des fonctions dans le secteur d'activités couvert par ce diplôme et reliées directement aux services de santé, aux services sociaux, à la recherche ou à l'enseignement ainsi que les personnes qui exercent dans l'établissement des activités professionnelles d'infirmières ou infirmiers auxiliaires. »

2. L'article 4 de ladite loi est modifié en ajoutant les alinéas suivants:

« Dès qu'il reçoit son congé, le bénéficiaire doit quitter l'établissement qui l'héberge.

Un établissement ne peut donner son congé à un bénéficiaire qu'il héberge à moins que l'état de celui-ci n'autorise son retour à domicile ou qu'une place ne lui soit assurée dans un autre établissement où il pourra recevoir les services nécessités par son état. »

3. L'article 7 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans les sixième et septième lignes du troisième alinéa, les mots « ou de la Cour des sessions » par les

nished by an establishment or foster family;

“(q) “user”: every person who holds a card or is entered on a register, showing that an establishment has furnished him services within the last two years, excepting however any person employed by the said establishment or by another establishment of the same category or exercising functions for the account of the said establishment or of another establishment of the same category and, as the case may be, any person being a member of a non-profit corporation other than a corporation incorporated under this act and the owner of immoveable assets of the establishment;

“(r) “Commission”: the Social Affairs Commission instituted by the Social Affairs Commission Act (1974, chapter *insert here the chapter number of Bill 40*).”;

(d) by adding at the end the following paragraph:

“For the purposes of this act, every person is considered to be a member of the clinical staff of an establishment who, being the holder of a college or university diploma, occupies a position with the establishment in the field of such diploma and directly connected with health services, social services, research or teaching, as are those persons who carry on the professional activities of nurses or nursing assistants.”

2. Section 4 of the said act is amended by adding the following paragraphs:

“Immediately upon discharge, the recipient must leave the establishment sheltering him.

An establishment shall not discharge a recipient it is sheltering unless his condition warrants his return home or he is assured of a place in another establishment where he will be able to receive the services required by his condition.”

3. Section 7 of the said act is amended by replacing the words “or Court of the Sessions” in the sixth line of the third paragraph by the words “, Court of the

aussi lorsqu'un conseil fait défaut d'exercer ces pouvoirs.

L'article 11 est de concordance au sujet du directeur général. Il indique aussi que les élections et nominations peuvent être faites à l'occasion de la séance annuelle d'information tenue par le conseil régional.

L'article 12 rend le directeur général membre du conseil d'administration avec droit de vote. Il donne ensuite à toute personne intéressée le droit de contester une élection ou de demander l'annulation de toute élection ou nomination au conseil d'administration en s'adressant à la Commission des affaires sociales.

L'article 13 étend à tous les membres des conseils d'administration la règle voulant que les vacances au conseil d'administration soient comblées par les membres du conseil d'administration restant en fonctions.

L'article 14 est de concordance.

L'article 15 oblige le directeur général d'un conseil régional de s'abstenir de siéger lorsque le conseil d'administration discute ou décide de la destitution, de la rémunération, du renouvellement d'engagement ou des autres conditions de travail du directeur général.

L'article 16 détermine certaines règles applicables au cas où un établissement public appartient à plus d'une catégorie.

L'article 17 indique le moment où doivent avoir lieu les premières élections ou nominations dans un nouvel établissement.

L'article 18 détermine le contenu des plans d'organisation des établissements et pourvoit à leur approbation par le ministre des affaires sociales. Il indique en outre le mode de nomination du chef d'un département clinique dans un centre hospitalier.

L'article 19 porte que nul ne peut modifier l'exploitation ni changer la catégorie ou la classe d'un établissement sans l'autorisation écrite du ministre. Le ministre doit donner avis de cette autorisation au conseil régional.

L'article 20 abroge la disposition voulant qu'un établissement public qui n'est pas la propriété du gouvernement doive être la propriété d'une corporation n'ayant pas d'autre objet que celui de maintenir cet établissement.

L'article 21 empêche un établissement dont les actifs immobiliers sont la propriété d'une corporation sans but lucratif d'aliéner ces

regional council fails to exercise its powers.

Section 11 is a concordance provision on the matter of the general manager. It also indicates that elections and appointments may take place on the occasion of the annual information meeting held by the regional council.

Section 12 states that the general manager is a member of the board of directors and has the right to vote. Further, it states that any person concerned may contest or demand the nullity of any election or appointment to the board of directors by applying to the Social Affairs Commission.

Section 13 extends to all the members of boards of directors the rule stating that vacancies on the board are to be filled by the members of the board remaining in office.

Section 14 is a concordance provision.

Section 15 requires the general manager of a regional council to abstain from sitting at a meeting where the board of directors considers or decides the dismissal, remuneration or renewal of engagement or other conditions of employment of the general manager.

Section 16 determines certain rules applicable in the case of an establishment which belongs to more than one category.

Section 17 indicates when the first elections or appointments in a new establishment are to take place.

Section 18 determines the contents of the organization plan of establishments and provides for its approval by the Minister of Social Affairs. It also indicates the mode of appointment of a clinical department head in a hospital centre.

Section 19 provides that no one may modify the operation or change the category or class of an establishment without the written authorization of the Minister. The Minister must give notice of such authorization to the regional council.

Section 20 repeals the provision stating that a public establishment that is not owned by the government must be owned by a corporation having no other object than that of maintaining such establishment.

Section 21 prevents an establishment the immovable assets of which are owned by a non-profit corporation from alienating such

mots «, de la Cour des sessions ou de la Cour de bien-être social ou à la Commission ».

4. Ladite loi est modifiée en insérant, après l'article 7, le suivant :

« **7a.** Aux fins des troisième, quatrième et cinquième alinéas de l'article 7, le mot « personne » inclut :

- a) l'héritier d'une personne;
- b) le mineur âgé de quatorze ans ou plus;
- c) le titulaire de l'autorité paternelle relativement au dossier d'un mineur. »

5. L'article 9 de ladite loi est remplacé par le suivant :

« **9.** Est un établissement public :

- a) tout établissement constitué en vertu de la présente loi ou résultant d'une fusion ou d'une conversion faite en vertu de la présente loi;
- b) tout centre hospitalier ou centre de services sociaux qui est maintenu par une corporation sans but lucratif;
- c) tout établissement qui utilise pour ses fins des actifs immobiliers qui sont la propriété d'une corporation sans but lucratif autre qu'une corporation constituée en vertu de la présente loi. »

6. L'article 10 de ladite loi est remplacé par le suivant :

« **10.** Est aussi un établissement public, sous réserve de l'article 11, tout centre d'accueil qui est maintenu par une corporation sans but lucratif autre qu'une corporation visée à l'article 9. »

7. L'article 11 de ladite loi est remplacé par le suivant :

« **11.** Toutefois, un centre d'accueil qui est maintenu par une corporation sans but lucratif autre qu'une corporation résultant d'une fusion ou d'une conversion faite en vertu de la présente loi est un établissement privé :

- a) s'il est aménagé pour recevoir à la fois au plus vingt personnes; ou

Sessions or Social Welfare Court or to the Commission".

4. The said act is amended by adding, after section 7, the following :

"**7a.** For the purposes of the third, fourth and fifth paragraphs of section 7, the word "person" includes :

- (a) the heir of a person;
- (b) a minor at least fourteen years of age;
- (c) the holder of paternal authority in regard to the record of a minor."

5. Section 9 of the said act is replaced by the following :

"**9.** The following are public establishments :

- (a) every establishment constituted under this act or resulting from an amalgamation or conversion made under this act;
- (b) every hospital centre or social service centre maintained by a non-profit corporation;
- (c) every establishment using for its objects immoveable assets which are the property of a non-profit corporation other than a corporation incorporated under this act."

6. Section 10 of the said act is replaced by the following :

"**10.** Every reception centre maintained by a non-profit corporation other than a corporation contemplated in section 9 is also a public establishment, subject to section 11."

7. Section 11 of the said act is replaced by the following :

"**11.** However, a reception centre maintained by a non-profit corporation other than a corporation resulting from an amalgamation or conversion made under this act is a private establishment :

- (a) if it is arranged to receive not more than twenty persons at one time; or

biens sans l'accord des membres de la corporation propriétaire.

Les articles 22 à 26 traitent de la composition des collèges électoraux des établissements publics.

L'article 27 empêche le directeur général d'un établissement public de siéger lorsque le conseil d'administration discute ou décide de la destitution, de la rémunération, du renouvellement d'engagement ou des autres conditions de travail du directeur général.

L'article 28 traite de la procédure à suivre pour l'élection des administrateurs des établissements publics.

L'article 29 indique que lorsqu'une vacance survient sur le conseil d'administration d'un établissement moins d'un an après l'élection ou la nomination, elle est comblée suivant la procédure normale d'élection ou de nomination. Si elle survient plus tard, ce sont les membres du conseil restant en place qui choisissent le remplaçant.

L'article 30 est de concordance.

L'article 31 est de concordance.

L'article 32 traite de la composition du comité administratif des établissements publics.

L'article 33 traite des vacances au comité administratif.

L'article 34 traite des fonctions et des tâches du directeur général d'un établissement public.

L'article 35 est de concordance avec le Code des professions.

L'article 36 institue un conseil consultatif du personnel clinique dans chaque établissement.

L'article 37 est de concordance.

L'article 38 institue un conseil des médecins et dentistes dans chaque établissement où exercent au moins trois médecins ou dentistes.

L'article 39 rend confidentiels certains dossiers et procès-verbaux.

L'article 40 pourvoit à la nomination, dans les centres hospitaliers, d'un directeur de soins infirmiers et, si le plan d'organisation le prévoit, d'un directeur des services hospitaliers et d'un directeur des services administratifs.

L'article 41 est de concordance.

L'article 42 précise les fonctions du directeur des services professionnels.

Les articles 43 et 44 sont de concordance.

assets without the consent of the members of the owning corporation.

Sections 22 to 26 deal with the composition of the electoral colleges of public establishments.

Section 27 prevents the general manager of a public establishment from sitting at a meeting where the board of directors considers or decides the dismissal, remuneration, renewal of engagement or other conditions of employment of the general manager.

Section 28 deals with the procedure to be followed for the election of the directors of public establishments.

Section 29 indicates that when a vacancy occurs on the board of directors of an establishment less than one year after election or appointment, it is to be filled according to the ordinary procedure of election or appointment. If it occurs later, the replacement is to be chosen by the directors remaining in office.

Section 30 is a concordance provision.

Section 31 is a concordance provision.

Section 32 deals with the composition of the administrative committee in public establishments.

Section 33 deals with vacancies on the executive committee.

Section 34 deals with the functions and duties of the general manager of a public establishment.

Section 35 establishes concordance with the Professional Code.

Section 36 establishes a clinical staff advisory committee in each establishment.

Section 37 is a concordance provision.

Section 38 establishes a council of physicians and dentists in each establishment in which at least three physicians or dentists are practising.

Section 39 makes certain records and minutes confidential.

Section 40 provides for the appointment in hospital centres of a director of nursing and, if the organization plan provides for it, of a director of hospital services and a director of administrative services.

Section 41 is a concordance provision.

Section 42 specifies the attributions of the director of professional services.

Section 43 and 44 are concordance provisions.

b) s'il était déjà constitué le premier janvier 1974 et s'il fonctionne sans avoir recours à des sommes d'argent provenant du fonds consolidé du revenu ou si ces sommes ne couvrent pas plus de 80 pour cent des montants nets qu'il recevrait s'il était un établissement public au titre de ses dépenses courantes de fonctionnement; ou

c) s'il fonctionne suivant une formule coopérative qui est prévue par les règlements; ou

d) s'il s'agit d'une garderie d'enfants. »

8. Ladite loi est modifiée en insérant, après l'article 16, le suivant :

« **16a.** Le directeur général d'un établissement qui reçoit une recommandation adressée par un conseil régional conformément au paragraphe c de l'article 16, doit, au plus tard 30 jours après la réception de cette recommandation, faire savoir par écrit au conseil régional quelle suite l'établissement a donnée à la recommandation.

Si le conseil régional est d'avis que les droits du plaignant ou des autres personnes qui se trouveront éventuellement dans la même situation que le plaignant risquent d'être mis en péril à cause de l'attitude de l'établissement visé, il peut adresser à la Commission une requête à laquelle il est donné suite conformément à la Loi de la Commission des affaires sociales (1974, chapitre *insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi 40*). »

9. L'article 17 de ladite loi est modifié :

a) en remplaçant les deux dernières lignes du deuxième alinéa par ce qui suit : « telle élection et prévoir une période de votation d'au moins quatre heures pour les membres de chacun des collèges électoraux visés aux articles 50 à 53. » ;

b) en remplaçant les quatre dernières lignes du troisième alinéa par ce qui suit : « dans la *Gazette officielle du Québec* ».

10. L'article 19 de ladite loi est remplacé par le suivant :

« **19.** À défaut de conseil régional dans une région ou à défaut par un conseil

(b) if it was already constituted on the first of January 1974 and if it operates without recourse to sums of money derived from the consolidated revenue fund or if such sums do not cover more than 80 per cent of the net amounts it would receive for its current operating expenses, if it were a public establishment; or

(c) if it operates in a cooperative form provided for by the regulations; or

(d) if it is a day-care centre. »

8. The said act is amended by inserting, after section 16, the following :

« **16a.** The general manager of an establishment who receives a recommendation addressed by a regional council in accordance with paragraph c of section 16 must, not later than 30 days after receipt of such recommendation, advise the regional council in writing of what effect it has given to the recommendation.

If, in the opinion of the regional council, there is a risk that the rights of the complainant or of other persons who could find themselves in the same circumstances as the complainant might be endangered because of the attitude of the establishment concerned, it may make a request to the Commission; such request shall be dealt with in accordance with the Social Affairs Commission Act (1974, chapter *insert here the chapter number of Bill No. 40*). »

9. Section 17 of the said act is amended :

(a) by replacing the last two lines of the second paragraph by the following : "election and provide for a voting period of at least four hours for the members of each of the electoral colleges contemplated in sections 50 to 53." ;

(b) by striking out the last four lines of the third paragraph.

10. Section 19 of the said act is replaced by the following :

« **19.** If there is no regional council in a region or if a regional council fails to

L'article 45 permet que les assemblées des usagers coïncident avec les séances annuelles publiques d'information.

L'article 46 étend aux familles d'accueil la règle relative à la renonciation à la responsabilité.

L'article 47 soustrait à l'obligation de porter une assurance responsabilité un médecin ou dentiste qui est membre de l'Association canadienne de protection médicale.

L'article 48 traite de la nomination et du statut des médecins et dentistes dans les établissements publics.

Les articles 49 et 50 traitent des fondations qui sont destinées aux établissements publics ou à leurs oeuvres.

L'article 51 traite du contenu des permis et de l'application de la loi aux établissements appartenant à plus d'une catégorie.

L'article 52 abroge l'article 98 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux.

L'article 53 soumet aux enquêtes du ministre les détenteurs de permis, les familles d'accueil et les personnes qui maintiennent des installations autres qu'un cabinet privé de professionnel, où des services de logement, de garde ou de soins sont fournis.

L'article 54 est de concordance.

L'article 55 soustrait les familles d'accueil à l'obligation d'obtenir un permis.

L'article 56 donne à la Commission des affaires sociales le droit d'entendre les appels des personnes dont le permis est suspendu ou annulé.

L'article 57 traite de la procédure d'appel devant la Commission.

L'article 58:

a) établit la liste des médicaments que peuvent utiliser les établissements;

b) traite de la subrogation qui se produit en faveur du gouvernement contre les tiers responsables;

c) oblige les centres d'accueil à recevoir des centres de services sociaux les enfants qui leur sont confiés et soumet les familles d'accueil à la surveillance des centres de services sociaux;

d) permet au lieutenant-gouverneur en conseil de fixer les montants que les centres de services sociaux peuvent verser aux familles d'accueil pour la prise en charge de bénéficiaires;

Section 45 allows meetings of users to be held at the same time as the annual public information meetings.

Section 46 extends the rules relating to the renunciation of responsibility to the foster family.

Section 47 exempts any dentist or physician who is a member of the Canadian Association of Medical Protection from the obligation to take out liability insurance.

Section 48 deals with the appointment and status of physicians and dentists in public establishments.

Sections 49 and 50 deal with foundations intended for public establishments or for social works of such establishments.

Section 51 deals with the content of permits and with the application of the law to establishments belonging to more than one category.

Section 52 repeals section 98 of the Act respecting health services and social services.

Section 53 states that the Minister may investigate any permit holder, foster family and any person maintaining facilities other than a professional's private consulting office where lodging, care or treatment are furnished.

Section 54 is a concordance provision.

Section 55 exempts foster families from the obligation of obtaining a permit.

Section 56 gives the Social Affairs Commission the right to hear appeals from persons whose permits are suspended or cancelled.

Section 57 deals with the procedure for an appeal to the Commission.

Section 58:

(a) establishes a list of the medications which may be used by the establishment;

(b) deals with the subrogation in favour of the government occurring against the fault of third parties;

(c) requires reception centres to receive from social service centres the children entrusted to them and submits foster families to the supervision of social service centres;

(d) enables the Lieutenant-Governor in Council to fix the amounts that the social service centres may pay to foster families to take charge of recipients;

régional d'exercer les fonctions qui lui sont attribuées par les articles 17 et 18, ces fonctions sont exercées par le ministre. »

11. L'article 20 de ladite loi est modifié:

a) en remplaçant à la deuxième ligne du deuxième alinéa les mots « ainsi que » par les mots « y compris »;

b) en ajoutant l'alinéa suivant:

« La séance annuelle d'information tenue en vertu du présent article et les élections ou nominations visées à l'article 21 peuvent avoir lieu le même jour. »

12. L'article 21 de ladite loi est modifié:

a) en remplaçant le premier alinéa par le suivant:

« **21.** Les pouvoirs d'un conseil régional sont exercés par un conseil d'administration formé de vingt-deux membres y compris le directeur général. »;

b) en ajoutant l'alinéa suivant:

« Toute personne intéressée peut loger devant la Commission une requête en contestation ou annulation de toute élection ou nomination faite en vertu du présent article. »

13. L'article 26 de ladite loi est remplacé par le suivant:

« **26.** Toute vacance parmi les membres du conseil d'administration d'un conseil régional autres que le directeur général est comblée, pour la durée non écoulée du mandat du membre à remplacer, par les membres du conseil d'administration restant en fonction. »

14. L'article 31 de ladite loi est remplacé par le suivant:

« **31.** Les membres du comité administratif demeurent en fonction, notwithstanding l'expiration de leur mandat, jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés, pourvu qu'ils demeurent membres du conseil d'administration. »

15. L'article 35 de ladite loi est modifié en ajoutant l'alinéa suivant:

exercise the functions assigned to it by sections 17 and 18, such functions shall be exercised by the Minister."

11. Section 20 of the said act is amended:

(a) by replacing the word "and" in the second line of the second paragraph by the word "including";

(b) by adding the following paragraph:

"The annual public information meeting held under this section and the elections or appointments envisaged in section 21 may take place on the same day."

12. Section 21 of the said act is amended:

(a) by replacing the first paragraph by the following:

"**21.** The powers of a regional council shall be exercised by a board of directors composed of twenty-two members including the general manager.";

(b) by adding the following paragraph:

"Any person concerned may take an application to the Commission for contestation or annulment of any election or appointment made in virtue of this section."

13. Section 26 of the said act is replaced by the following:

"**26.** Any vacancy occurring among the members of the board of directors of a regional council other than the general manager shall be filled, for the unexpired portion of the term of office of the member to be replaced, by the members of the board of directors remaining in office."

14. Section 31 of the said act is replaced by the following:

"**31.** The members of the administrative committee shall remain in office, notwithstanding the expiry of their term, until reappointed or replaced, provided that they remain members of the board of directors."

15. Section 35 of the said act is amended by adding the following paragraph:

e) permet au lieutenant-gouverneur en conseil d'adopter des règlements portant sur le statut des directeurs généraux et des cadres supérieurs des conseils régionaux et des établissements publics;

f) statue sur les dons et legs qu'une personne peut faire alors qu'elle est hébergée dans un établissement;

g) affirme la non nécessité du consentement du conjoint pour recevoir des services dans un établissement;

h) permet au ministre des affaires sociales d'accorder à des établissements le statut d'école industrielle;

i) permet au lieutenant-gouverneur en conseil de déterminer par règlements, la contribution qui peut être exigée des bénéficiaires qui sont hébergés dans un établissement ou qui sont pris en charge par une famille d'accueil ou reçoivent des services d'une garderie d'enfants ou leurs parents et fixe les circonstances d'exonération de ce paiement;

j) permet au lieutenant-gouverneur en conseil de déterminer par règlements les circonstances dans lesquelles le ministre peut verser une allocation de dépenses à un bénéficiaire hébergé dans un établissement;

k) permet un appel devant la Commission aux personnes non satisfaites d'une demande d'exonération de paiement d'une contribution.

L'article 59 permet la nomination d'un contrôleur et de déterminer ses pouvoirs.

L'article 60 précise les pouvoirs de réglementation du lieutenant-gouverneur en conseil.

Les articles 61 et 62 sont de concordance.

L'article 63 permet au ministre de fermer un établissement lorsque l'exploitant a été condamné pour avoir agi sans permis. Cet article empêche quiconque d'employer dans des raisons sociales, s'il ne possède pas de permis, les mots « hôpital », « centre hospitalier », « centre d'accueil », « centre de services sociaux » ou « centre local de services communautaires ».

L'article 64 accorde un délai expirant le 31 décembre 1975 aux centres d'accueil pour constituer leur conseil d'administration conformément à la Loi sur les services de santé et les services sociaux, lorsque leurs actifs im-

(e) enables the Lieutenant-Governor in Council to make regulations dealing with the status of general managers and the senior managerial staff of regional councils and public establishments;

(f) rules on gifts and legacies a person may make while sheltered in an establishment;

(g) affirms that the consort's consent is not necessary in order to receive services in an establishment;

(h) enables the Minister of Social Affairs to grant establishments the status of industrial school;

(i) enables the Lieutenant-Governor in Council to determine by regulation, the contributions exigible from recipients who are sheltered in an establishment or taken in charge by a foster family or receive services from a day care centre or from their parents and fix the circumstances of exemption of such payment;

(j) enables the Lieutenant-Governor in Council to determine by regulation the circumstances where the Minister may pay an expense allowance to a recipient sheltered in an establishment;

(k) provides for an appeal to be brought to the Commission by persons who are not satisfied with a decision relating to an application for exemption of payment of a contribution.

Section 59 allows the appointment of a controller and the determining of his powers.

Section 60 specifies the regulatory powers of the Lieutenant-Governor in Council.

Sections 61 and 62 are concordance provisions.

Section 63 enables the Minister to close an establishment when its operator has been convicted of operating an establishment without a permit. This section prohibits any person to use in a corporate name the words "hospital", "hospital centre", "reception centre", "social service centre" or "local community service centre", unless he holds a permit.

Section 64 grants a delay expiring on 31 December 1975 to the reception centres to constitute their boards of directors in accordance with the Act respecting health services and social services, when their immovable

« Lorsque le conseil d'administration discute ou décide de la destitution, de la rémunération, du renouvellement d'engagement et des autres conditions de travail du directeur général, celui-ci s'abstient de siéger. »

16. L'article 39 de ladite loi est modifié en remplaçant le deuxième alinéa par le suivant:

« La composition du conseil d'administration d'un établissement qui appartient à plus d'une catégorie est déterminée par ses lettres patentes. Telle composition doit être celle fixée par l'un ou l'autre des articles 50 à 53 pour l'une des catégories auxquelles appartient l'établissement. »

17. L'article 42 de ladite loi est modifié en ajoutant l'alinéa suivant:

« Les premières élections ou nominations suivant chacun des articles 50 à 53 ont lieu au premier mois de mai qui suit l'émission du premier permis délivré conformément aux articles 94 à 97 de la présente loi. »

18. Ladite loi est modifiée en insérant, après le titre du paragraphe 2 de la section III et avant l'article 44, les articles suivants:

« **43a.** De la manière indiquée aux règlements, le ministre approuve pour chaque établissement le plan d'organisation préparé conformément au paragraphe *b* de l'article 70. Ce plan décrit les structures administratives de l'établissement, ses directions, services et départements ainsi que tout autre élément exigé par la loi ou les règlements.

« **43b.** Le plan d'organisation d'un centre hospitalier doit pourvoir à l'organisation des départements cliniques dans le centre.

« **43c.** Tout département clinique d'un centre hospitalier est dirigé par un chef nommé pour au plus quatre ans par le conseil d'administration du centre, après consultation du personnel clinique oeuvrant dans le département, du directeur des services professionnels et du conseil

“When the board of directors discusses or decides the dismissal, remuneration, renewal of engagement and other conditions of employment of the general manager, the latter shall abstain from sitting.”

16. Section 39 of the said act is amended by replacing the second paragraph by the following:

“The composition of the board of directors of an establishment which belongs to more than one category shall be determined by its letters patent. Such composition must be that fixed by one or other of sections 50 to 53 for one of the categories to which the establishment belongs.”

17. Section 42 of the said act is amended by adding the following paragraph:

“The first elections or appointments under each of sections 50 to 53 shall take place in the first month of May following the grant of the first permit issued in accordance with sections 94 to 97 of this act.”

18. The said act is amended by inserting after the title of subdivision 2 of Division III and before section 44, the following sections:

“**43a.** In the manner indicated in the regulations, the Minister shall approve for each establishment the organization plan prepared in accordance with paragraph *b* of section 70. Such plan shall describe the administrative structures of the establishment, its divisions, services and departments and any other element required by the law or the regulations.

“**43b.** The organization plan of a hospital centre must provide for the organization of the clinical departments in the centre.

“**43c.** Every clinical department of a hospital centre shall be directed by a head appointed for not more than four years by the board of directors of the centre after consultation with the clinical staff working in the department, with the director of professional services and with

des médecins et dentistes. S'il s'agit d'un centre hospitalier affilié à une université, la nomination des chefs de département doit être faite après consultation de l'université selon les dispositions du contrat d'affiliation. »

19. L'article 44 de ladite loi est modifié en ajoutant, après le deuxième alinéa, le suivant :

« Nul ne peut modifier l'exploitation ni changer la catégorie ou la classe d'un établissement sans l'autorisation écrite du ministre. Lorsque le ministre donne une telle autorisation, il en avise le conseil régional de la région dans laquelle se trouve l'établissement. »

20. L'article 46 de ladite loi est abrogé.

21. L'article 49 de ladite loi est remplacé par le suivant :

« **49.** Tous les pouvoirs d'un établissement public sont exercés par un conseil d'administration composé suivant les articles 50 à 53.

Toutefois, dans le cas d'un établissement dont les actifs immobiliers sont la propriété d'une corporation sans but lucratif autre qu'une corporation constituée en vertu de la présente loi, ce conseil ne peut aliéner ces actifs ou en changer la destination sans l'accord des membres de la corporation propriétaire. »

22. Ladite loi est modifiée en insérant, après l'article 49, le suivant :

« **49a.** Les groupes visés par chacun des paragraphes de chacun des articles 50 à 53 constituent les collèges électoraux. Une personne ne peut faire partie que d'un seul collège électoral pour une catégorie d'établissement et ne peut voter que dans un seul établissement d'une catégorie. Ne sont toutefois pas considérés comme collèges électoraux les groupes visés par les paragraphes *e* et *f* de l'article 50, le paragraphe *g* de l'article 51, les paragraphes *f* et *h* de l'article 52 et les paragraphes *g* et *h* de l'article 53.

Lorsqu'un usager est âgé de moins de 18 ans, son droit de vote est exercé par son

the council of physicians and dentists. If the hospital centre is affiliated with a university, appointment of the department heads must be made after consultation with the university under the terms of the contract of affiliation."

19. Section 44 of the said act is amended by adding after the second paragraph the following :

"No person may modify the operation or change the category or class of an establishment without the written authorization of the Minister. When the Minister gives such authorization, he must so notify the regional council of the region where the establishment is situated."

20. Section 46 of the said act is repealed.

21. Section 49 of the said act is replaced by the following :

"**49.** All the powers of a public establishment shall be exercised by a board of directors composed in accordance with sections 50 to 53.

However, in the case of an establishment whose immoveable assets are owned by a non-profit corporation other than a corporation constituted under this act, such board shall not alienate such assets or change the destination thereof without the agreement of the members of the owning corporation."

22. The said act is amended by inserting after section 49 the following :

"**49a.** The groups contemplated by each of the paragraphs of each of sections 50 to 53 constitute the electoral colleges. No person shall form part of more than one electoral college for one category of establishments nor vote in more than one establishment of a category. The groups contemplated by paragraphs *e* and *f* of section 50, paragraph *g* of section 51, paragraphs *f* and *h* of section 52 and paragraphs *g* and *h* of section 53 are not, however, considered electoral colleges.

When a user is under 18 years of age, his right to vote shall be exercised by his

père ou sa mère. Toutefois, une personne ne peut voter qu'une seule fois et lorsqu'un mari ou une épouse exerce le droit de vote d'un enfant, son conjoint ne jouit d'aucun droit de vote à ce titre, peu importe le nombre de leurs enfants ayant reçu des services.

Lorsqu'un usager est interdit, en cure fermée ou incapable d'administrer ses biens au sens de la Loi de la protection du malade mental (1972, chapitre 44), son droit de vote est exercé par son père, sa mère, son curateur, son conjoint ou son enfant âgé de 18 ans ou plus. »

23. L'article 50 de ladite loi est modifié:

a) en remplaçant le paragraphe *a* par le suivant:

« *a)* cinq personnes majeures élues pour deux ans par l'assemblée des usagers du centre et choisies parmi ces usagers; »;

b) en remplaçant le paragraphe *c* par le suivant:

« *c)* une personne élue pour deux ans par le conseil consultatif du personnel clinique constitué dans le centre, et choisie parmi les membres de ce conseil; »;

c) en remplaçant le paragraphe *d* par le suivant:

« *d)* une personne élue pour deux ans par l'ensemble des membres du personnel non clinique à l'emploi du centre et choisie parmi ces membres; »;

d) en remplaçant, dans la première ligne de chacun des paragraphes *e* et *f*, les mots « nommée pour un an » par les mots « élue pour deux ans »;

e) en remplaçant le paragraphe *g* par les suivants:

« *g)* une personne élue pour deux ans par le conseil des médecins et dentistes constitué dans le centre et choisie parmi les membres de ce conseil;

« *h)* le directeur général du centre. »

24. L'article 51 de ladite loi est modifié:

a) en remplaçant le paragraphe *a* par le suivant:

father or mother. However, no person may vote more than once and when a husband or wife exercises the right to vote of a child, his or her consort shall enjoy no right to vote as such, irrespective of the number of their children having received services.

When a user is interdicted, under close treatment or incapable of administering his property within the meaning of the Mental Patients Protection Act (1972, chapter 44), his right to vote shall be exercised by his father, mother, curator, spouse or child eighteen years of age or older."

23. Section 50 of the said act is amended:

(a) by replacing paragraph *a* by the following:

"*(a)* five persons of full age elected for two years by the meeting of the users of the centre and chosen among such users;"

(b) by replacing paragraph *c* by the following:

"*(c)* one person elected for two years by the clinical staff advisory council constituted in the centre and chosen among the members of such council;"

(c) by replacing paragraph *d* by the following:

"*(d)* one person elected for two years by all the members of the non-clinical staff employed by the centre and chosen among such members;"

(d) by replacing the words "appointed for one year" in the first line of each of paragraphs *e* and *f* by the words "elected for two years";

(e) by replacing paragraph *g* by the following:

"*(g)* one person elected for two years by the council of physicians and dentists constituted in the centre and chosen among the members of such council;

"*(h)* the general manager of the centre."

24. Section 51 of the said act is amended:

(a) by replacing paragraph *a* by the following:

« a) deux personnes majeures élues pour deux ans par l'assemblée des usagers du centre et choisies parmi ces usagers; »;

b) en remplaçant les paragraphes c et d par les suivants:

« c) dans le cas d'un centre hospitalier dont les actifs immobiliers sont la propriété d'une corporation sans but lucratif autre qu'une corporation constituée en vertu de la présente loi, quatre personnes élues pour deux ans par les membres de la corporation;

« d) une personne élue pour deux ans par le conseil consultatif du personnel clinique constitué dans le centre et choisie parmi les membres de ce conseil; »;

c) en remplaçant le paragraphe e par le suivant:

« e) une personne élue pour deux ans par le conseil des médecins et dentistes constitué dans le centre et choisie parmi les membres de ce conseil; »;

d) en remplaçant le paragraphe f par le suivant:

« f) une personne élue pour deux ans par l'ensemble des membres du personnel non clinique à l'emploi du centre et choisie parmi ces membres; »;

e) en remplaçant, dans la première ligne du paragraphe g, les mots « nommée pour un an » par les mots « élue pour deux ans »;

f) en remplaçant, dans la troisième ligne ainsi que dans la quatrième ligne du paragraphe h, les mots « un an » par les mots « deux ans »;

g) en remplaçant le paragraphe i par le suivant:

« i) le directeur général du centre. »

25. L'article 52 de ladite loi est modifié:

a) en remplaçant le paragraphe a par le suivant:

« a) deux personnes majeures élues pour deux ans par l'assemblée des usagers du centre et choisies parmi ces usagers; »;

b) en remplaçant les paragraphes c et d par les suivants:

« c) dans le cas d'un centre de services sociaux dont les actifs immobiliers sont la propriété d'une corporation sans but lucratif autre qu'une corporation constituée en vertu de la présente loi, quatre personnes

“(a) two persons of full age elected for two years by the meeting of the users of the centre and chosen among such users;”;

(b) by replacing paragraphs c and d by the following:

“(c) in the case of a hospital centre whose immovable assets are owned by a non-profit corporation other than a corporation constituted under this act, four persons elected for two years by the members of the corporation;

“(d) one person elected for two years by the clinical staff advisory council constituted in the centre and chosen among the members of that council;”;

(c) by replacing paragraph e by the following:

“(e) one person elected for two years by the council of physicians and dentists constituted in the centre and chosen among the members of that council;”;

(d) by replacing paragraph f by the following:

“(f) one person elected for two years by all the members of the non-clinical staff in the employ of the centre and chosen among such members;”;

(e) by replacing the words “appointed jointly, for one year” in the first and second lines of paragraph g by the words “elected jointly for two years”;

(f) by replacing the words “one year” in the third line and in the fourth line of paragraph h by the words “two years”;

(g) by replacing paragraph i by the following:

“(i) the general manager of the centre.”

25. Section 52 of the said act is amended:

(a) by replacing paragraph a by the following:

“(a) two persons of full age elected for two years by the meeting of the users of the centre and chosen among such users;”;

(b) by replacing paragraphs c and d by the following:

“(c) in the case of a social service centre whose immovable assets are the property of a non-profit corporation other than a corporation incorporated under this act, four persons elected for two years by

élues pour deux ans par les membres de la corporation;

« *d*) une personne élue pour deux ans par le conseil consultatif du personnel clinique constitué dans le centre et choisie parmi les membres de ce conseil; »;

c) en remplaçant le paragraphe *e* par le suivant:

« *e*) une personne élue pour deux ans par l'ensemble des membres du personnel non clinique du centre et choisie parmi ces membres; »;

d) en remplaçant la première ligne du paragraphe *f* par ce qui suit:

« *f*) deux personnes élues pour deux ans »;

e) en remplaçant, dans la troisième ligne du paragraphe *g*, les mots « un an » par les mots « deux ans »;

f) en remplaçant le paragraphe *h* par les suivants:

« *h*) deux personnes élues pour deux ans conjointement par les conseils d'administration des centres hospitaliers auxquels le centre de services sociaux est relié par un contrat de services professionnels visé à l'article 87;

« *i*) deux personnes élues pour deux ans conjointement par les conseils d'administration des centres d'accueil aux comités d'admission desquels participe le centre de services sociaux conformément aux règlements adoptés en vertu du paragraphe *c* de l'article 129;

« *j*) le directeur général du centre. »

26. L'article 53 de ladite loi est modifié:

a) en remplaçant le paragraphe *a* par le suivant:

« *a*) dans le cas d'un centre d'accueil qui reçoit uniquement des adultes, deux de ces adultes élus pour deux ans par l'ensemble de ces adultes; dans le cas d'un centre d'accueil qui reçoit uniquement des enfants de moins de 18 ans, deux des parents de ces enfants élus pour deux ans par l'ensemble des parents; »;

b) en remplaçant le paragraphe *b* par le suivant:

« *b*) dans le cas d'un centre d'accueil qui reçoit à la fois des adultes et des enfants de moins de 18 ans, un adulte et un parent d'enfant élus pour deux ans, le premier par

the members of the corporation;

“(d) a person elected for two years by the clinical staff advisory council constituted in the centre and chosen among the members of that council;”;

(c) by replacing paragraph *e* by the following:

“(e) a person elected for two years by all the members of the non-clinical staff of the centre and chosen among such members;”;

(d) by replacing the first and second lines of paragraph *f* by the following:

“(f) two persons elected jointly, for two years, by the boards of directors of the”;

(e) by replacing the words “one year” in the third line of paragraph *g* by the words “two years”;

(f) by replacing paragraph *h* by the following:

“(h) two persons elected for two years jointly by the boards of directors of the hospital centres to which the social service centre is bound by a contract of professional services contemplated in section 87;

“(i) two persons elected for two years jointly by the boards of directors of the reception centres on whose admissions committees the social service centre is represented in accordance with the regulations made under paragraph *c* of section 129;

“(j) the general manager of the centre.”

26. Section 53 of the said act is amended:

(a) by replacing paragraph *a* by the following:

“(a) in the case of a reception centre exclusively for adults, two of such adults elected for two years by all of such adults; in the case of a reception centre exclusively for children under 18 years of age, two of the parents of such children, elected for two years by all of such parents;”;

(b) by replacing paragraph *b* by the following:

“(b) in the case of a reception centre for both adults and children under 18 years of age, one adult and one of the parents of such children, elected for two years, the

l'ensemble de ces adultes et le second par l'ensemble des parents des enfants; »;

c) en remplaçant le paragraphe *d* par le suivant:

« *d*) dans le cas d'un centre d'accueil dont les actifs immobiliers sont la propriété d'une corporation sans but lucratif autre qu'une corporation constituée en vertu de la présente loi, quatre personnes élues pour deux ans par les membres de la corporation; »;

d) en remplaçant le paragraphe *e* par le suivant:

« *e*) une personne élue pour deux ans par le conseil consultatif du personnel clinique constitué dans le centre, et choisie parmi les membres de ce conseil; »;

e) en remplaçant, dans la troisième ligne du paragraphe *f*, le mot « professionnel », par le mot « clinique »;

f) en remplaçant, dans la première ligne de chacun des paragraphes *g* et *h*, les mots « nommée pour un an » par les mots « élue pour deux ans »;

g) en remplaçant, dans la troisième ligne du paragraphe *i*, les mots « un an » par les mots « deux ans »;

h) en remplaçant le paragraphe *j* par le suivant:

« *j*) le directeur général du centre. »;

i) en ajoutant à la fin un deuxième alinéa comme suit:

« Le paragraphe *b* du présent article ne s'applique pas si le centre d'accueil reçoit à la fois moins de dix enfants et plus de dix adultes, auquel cas le centre est considéré comme recevant uniquement des adultes; s'il reçoit à la fois moins de dix adultes et plus de dix enfants, le centre est considéré comme recevant uniquement des enfants. »

27. Ladite loi est modifiée en insérant, après l'article 53, le suivant:

« **53a.** Lorsqu'un conseil d'administration discute ou décide de la destitution, de la rémunération, du renouvellement d'engagement ou des autres conditions de travail du directeur général, celui-ci s'abstient de siéger. »

28. L'article 54 de ladite loi est remplacé par les suivants:

former by all of such adults and the latter by all of such parents of the children;";

(c) by replacing paragraph *d* by the following:

"(d) in the case of a reception centre the immoveable assets of which are the property of a non-profit corporation other than a corporation incorporated under this act, four persons elected for two years by the members of the corporation;";

(d) by replacing paragraph *e* by the following:

"(e) one person elected for two years by the clinical staff advisory council constituted in the centre and chosen among the members of such council;";

(e) by replacing the word "non-professional" in the second line of paragraph *f* by the word "non-clinical";

(f) by replacing the words "appointed jointly for one year" in the first and second lines of each of paragraphs *g* and *h* by the words "elected jointly for two years";

(g) by replacing the words "one year" in the third line of paragraph *i* by the words "two years";

(h) by replacing paragraph *j* by the following:

"(j) the general manager of the centre.";

(i) by adding at the end the following paragraph:

"Paragraph *b* of this section does not apply if the reception centre receives at one time fewer than ten children and more than ten adults, in which case the centre is considered as receiving adults only; if it receives at one time fewer than ten adults and more than ten children, the centre is considered as receiving children only."

27. The said act is amended by inserting after section 53 the following:

"**53a.** When a board of directors discusses or decides the dismissal, remuneration, renewal of engagement or other conditions of employment of the general manager, he shall abstain from sitting."

28. Section 54 of the said act is replaced by the following:

« 54. L'assemblée visée au paragraphe *a* de chacun des articles 50, 51 et 52 doit être tenue à tous les deux ans, le quatrième dimanche du mois de mai.

Avant le quinze avril de chaque année où l'assemblée doit être tenue, le conseil régional désigne un président d'assemblée, fixe le lieu de celle-ci et la convoque par un avis publié dans deux journaux circulant dans le territoire desservi par l'établissement. Dans le cas où un établissement possède des installations éloignées les unes des autres, le conseil régional peut décider que l'assemblée soit tenue en plus d'un endroit et nommer un président différent pour chaque séance.

Le quorum à une assemblée est de cent personnes dans le cas d'un centre local de services communautaires et de cinquante personnes dans le cas d'un établissement d'une autre catégorie. Toutefois, si l'assemblée est tenue en plus d'un endroit, le quorum de chaque séance est fixé par le conseil régional.

« 54a. Des élections en vertu de chacun des paragraphes *a* de l'article 50, *a* et *c* de l'article 51, *a* et *c* de l'article 52 et *a*, *b* et *d* de l'article 53 sont tenues les années paires. Les élections et nominations en vertu des autres paragraphes des mêmes articles ont lieu les années impaires.

« 54b. Une personne ne peut être membre du conseil d'administration d'un établissement si :

- a*) elle est interdite;
- b*) elle est en cure fermée ou incapable d'administrer ses biens au sens de la Loi de la protection du malade mental (1972, chapitre 44); ou
- c*) elle a été condamnée depuis moins de cinq ans pour avoir commis une infraction ou un crime pouvant entraîner jusqu'à trois années de détention.

Le paragraphe *c* du présent article ne s'applique pas aux conseils d'administration des centres d'accueil désignés par le lieutenant-gouverneur en conseil, dont l'arrêté doit être publié dans la *Gazette officielle du Québec*.

Lorsque le conseil régional de la région dans laquelle se trouve un établissement estime qu'il est peu probable qu'un nom-

« 54. The meeting contemplated in paragraph *a* of each of sections 50, 51 and 52 must be held every two years, on the fourth Sunday of the month of May.

Before 15 April of each year during which the meeting must be held, the regional council shall designate a chairman of the meeting, fix the place thereof and shall call it by a notice published in two newspapers circulating in the territory served by the establishment. In the case where an establishment has facilities located at a distance from one another, the regional council may decide that the meeting be held in more than one place and appoint a different chairman for each sitting.

One hundred persons shall constitute a quorum at a meeting in the case of a local community service centre and fifty persons in the case of an establishment of another category. However, if a meeting is held in more than one place, the regional council shall fix the quorum of each sitting.

« 54a. The elections under each of paragraphs *a* of section 50, *a* and *c* of section 51, *a* and *c* of section 52 and *a*, *b* and *d* of section 53 shall be held during even years. The elections and appointments under the other paragraphs of the same sections shall be held during odd years.

« 54b. No person may be a member of the board of directors of an establishment if :

- (a)* he is interdicted;
- (b)* he is in close treatment or incapable of administering his property within the meaning of the Mental Patients Protection Act (1972, chapter 44); or
- (c)* he has been condemned within the preceding five years for committing an offence or crime that may entail up to three years of imprisonment.

Paragraph *c* of this section does not apply to the boards of directors of the reception centres designated by the Lieutenant-Governor in Council, by an order which must be published in the *Québec Official Gazette*.

When the regional council of the region in which an establishment is situated considers it unlikely that a sufficient number

bre suffisant de personnes en mesure d'accomplir adéquatement leurs fonctions puissent être élus conformément au paragraphe *a* de chacun des articles 50, 51, 52 ou 53 ou au paragraphe *b* de l'article 53, il nomme les membres du conseil d'administration visés par le présent alinéa.

« **54c.** Toute personne intéressée peut loger devant la Commission une requête en contestation ou annulation de toute élection tenue en vertu de l'un ou l'autre des articles 50, 51, 52 ou 53. »

29. L'article 56 de ladite loi est remplacé par le suivant:

« **56.** Toute vacance survenant moins d'un an après l'élection ou la nomination d'un membre du conseil d'un établissement est comblée en suivant le mode d'élection ou de nomination prescrit pour l'élection ou la nomination du membre à remplacer, mais seulement pour la durée non écoulée du mandat de ce dernier.

Toute vacance survenant un an ou plus après l'élection ou la nomination, est comblée, pour la durée non écoulée du mandat du membre à remplacer par les membres du conseil restant en fonction.

Le présent article ne s'applique pas au directeur général. »

30. L'article 62 de ladite loi est modifié en ajoutant à la fin, après le chiffre « 53 », ce qui suit: « ou du paragraphe *b* de l'article 53 ».

31. L'article 63 de ladite loi est modifié en remplaçant dans les septième et onzième lignes du premier alinéa les mots « des professionnels » par les mots « du personnel clinique ».

32. L'article 64 de ladite loi est remplacé par le suivant:

« **64.** Dans un établissement où il n'y a pas de conseil des médecins et dentistes, au moins une personne faisant partie du personnel clinique et pas plus de deux doivent faire partie du comité administratif.

of persons in a position to accomplish their duties adequately may be elected in accordance with paragraph *a* of each of sections 50, 51, 52 and 53 or paragraph *b* of section 53, it shall appoint the members of the board of directors contemplated in this paragraph.

“**54c.** Any interested person may lodge before the Commission an application in contestation or annulment of any election held under any of sections 50, 51, 52 and 53.”

29. Section 56 of the said act is replaced by the following:

“**56.** Any vacancy which occurs less than one year after the election or appointment of a member of the board of a public establishment shall be filled by following the mode of election or appointment prescribed for the election or appointment of the member to be replaced, but only for the unexpired portion of the term of such member.

Any vacancy which occurs one year or more after the election or appointment shall be filled, for the unexpired portion of the term of the member to be replaced, by the members of the board who remain in office.

This section does not apply to the general manager.”

30. Section 62 of the said act is amended by adding at the end, after the figure “53”, the following: “or paragraph *b* of section 53”.

31. Section 63 of the said act is amended by replacing the word “professionals” in the seventh and eleventh lines of the first paragraph by the words “clinical staff”.

32. Section 64 of the said act is replaced by the following:

“**64.** In an establishment where there is no council of physicians and dentists, not less than one nor more than two members of the clinical staff must be members of the administrative committee.

Dans un établissement où il y a un conseil des médecins et dentistes, au moins un médecin ou dentiste y exerçant et pas plus de deux et au moins une personne, autre que médecin ou dentiste, faisant partie du personnel clinique et pas plus de deux, doivent faire partie du comité administratif. »

33. L'article 68 de ladite loi est remplacé par le suivant:

« **68.** Toute vacance parmi les membres du comité administratif est comblée en suivant le mode de nomination prescrit pour la nomination du membre à remplacer, mais seulement pour la durée non écoulée du mandat de ce dernier. »

34. L'article 70 de ladite loi est remplacé par le suivant:

« **70.** Le directeur général, sous l'autorité du conseil d'administration, est responsable de l'administration et du fonctionnement de l'établissement.

Il doit notamment:

- a) assurer la mise à exécution des résolutions du conseil d'administration et du comité administratif;
- b) préparer et soumettre pour approbation au conseil d'administration le plan d'organisation de l'établissement;
- c) préparer le budget de l'établissement, le soumettre pour approbation au conseil d'administration et voir à son exécution conformément aux approbations et autorisations obtenues;
- d) sélectionner et engager les membres du personnel y compris les cadres autres que supérieurs et adresser au conseil d'administration des recommandations sur l'engagement et la nomination du personnel de cadre supérieur en conformité des règlements adoptés en vertu de l'article 112;
- e) voir à la mise en vigueur et à l'opération d'un système efficace de gestion et de contrôle pour la conservation et l'utilisation des ressources de l'établissement;

In an establishment where there is a council of physicians and dentists, not less than one nor more than two practising physicians or dentists and not less than one nor more than two members of the clinical staff, other than a physician or dentist, must be members of the administrative committee."

33. Section 68 of the said act is replaced by the following:

"**68.** Any vacancy among the members of the administrative committee shall be filled by following the mode of appointment prescribed for the appointment of the member to be replaced, but only for the unexpired portion of the term of such member."

34. Section 70 of the said act is replaced by the following:

"**70.** The general manager, under the authority of the board of directors, shall be responsible for the administration and operation of the establishment.

He shall in particular:

- (a) see that the resolutions of the board of directors and the administrative committee are carried out;
- (b) prepare and submit the organization plan of the establishment to the board of directors for approval;
- (c) prepare the establishment's budget, submit it to the board of directors for approval and see to its application in accordance with the approvals and authorizations obtained;
- (d) choose and engage the members of the personnel including the junior managerial personnel and send to the board of directors recommendations on the engagement and appointment of the senior managerial personnel, in accordance with the regulations made under section 112;
- (e) see to the implementation and operation of an effective management and supervisory system to ensure the preservation and use of the establishment's resources;

f) signer au nom de l'établissement les contrats autorisés par le conseil d'administration ou par le comité administratif. »

35. Ladite loi est modifiée en ajoutant après l'article 71 le suivant :

« **71a.** Le conseil d'administration et le directeur général d'un établissement doivent permettre l'accès à l'établissement aux représentants des corporations professionnelles visées au Code des professions (1973, chapitre 43) pour l'accomplissement des fonctions que celles-ci doivent remplir pour assurer la protection du public. »

36. Ladite loi est modifiée en remplaçant le titre de la sous-section 6 de la section III et l'article 72 par le titre et l'article suivant :

« § 6.—*Dispositions particulières*

« **72.** Un conseil consultatif du personnel clinique est institué dans chaque établissement. Ce conseil est composé de toutes les personnes faisant partie du personnel clinique oeuvrant dans l'établissement. »

37. L'article 73 de ladite loi est modifiée en remplaçant dans les première et deuxième lignes, les mots « des professionnels » par les mots « du personnel clinique. »

38. Les articles 74 et 75 de ladite loi sont remplacés par les suivants :

« **74.** Les pouvoirs du conseil consultatif du personnel clinique sont exercés par un comité exécutif formé de trois personnes faisant partie du personnel clinique oeuvrant dans l'établissement, du directeur général de l'établissement et du directeur des services professionnels. Dans le cas d'un centre hospitalier, ce comité comprend en plus un médecin ou dentiste désigné par le conseil des médecins et dentistes.

« **75.** Un conseil des médecins et dentistes est institué dans chaque établis-

(f) sign, on behalf of the establishment, all contracts authorized by the board of directors or by the administrative committee. »

35. The said act is amended by inserting, after section 71, the following :

“**71a.** The board of directors and the general manager of an establishment must allow the representatives of the professional corporations contemplated in the Professional Code (1973, chapter 43) to have access to the establishment for the accomplishment of the functions they must fulfill to ensure the protection of the public.”

36. The said act is amended by replacing the title of subdivision 6 of Division III and section 72 by the following title and section :

“§ 6.—*Special provisions*

“**72.** A clinical staff advisory council is constituted in each establishment. Such council shall consist of all the members of the clinical staff working in the establishment.”

37. Section 73 of the said act is amended by replacing the word “professionals” in the first line by the words “clinical staff”.

38. Sections 74 and 75 of the said act are replaced by the following :

“**74.** The powers of the clinical staff advisory council shall be exercised by an executive committee consisting of three members of the clinical staff working in the establishment, the general manager of the establishment and the director of professional services. In the case of a hospital centre, such committee shall also include a physician or a dentist designated by the council of physicians and dentists.

75. A council of physicians and dentists is constituted in every establishment

sement où exercent au moins trois médecins ou dentistes.

Ce conseil est composé de tous les médecins et dentistes exerçant leur profession dans l'établissement. »

39. L'article 78 de ladite loi est modifié:

a) en remplaçant aux première et deuxième lignes du premier alinéa les mots « des professionnels » par les mots « du personnel clinique ».

b) en ajoutant l'alinéa suivant:

« Les dossiers et les procès-verbaux du conseil consultatif du personnel clinique de même que les dossiers et les procès-verbaux du conseil des médecins et dentistes et de chacun de leurs comités sont confidentiels et nul ne peut en prendre connaissance si ce n'est les membres de chacun de ces conseils ou comités ou encore la Commission ou les représentants d'une corporation professionnelle par rapport à ses membres, dans l'exercice des fonctions à elles attribuées par la loi. »

40. Ladite loi est modifiée en insérant, après l'article 78, le suivant:

« **78a.** Le conseil d'administration de tout centre hospitalier doit nommer un directeur de soins infirmiers, après avoir pris l'avis du directeur général. Ce directeur doit être membre en règle de l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec; il exerce les fonctions prévues au plan d'organisation et aux règlements.

Si le plan d'organisation le prévoit, le conseil d'administration nomme en outre, après avoir pris l'avis du directeur général, un directeur des services hospitaliers et un directeur des services administratifs; ces directeurs exercent les fonctions prévues au plan d'organisation et aux règlements. »

41. L'article 79 de ladite loi est modifié en remplaçant aux deuxième et troisième lignes du deuxième alinéa les mots « des professionnels » par les mots « du personnel clinique ».

42. L'article 81 de ladite loi est modifié en remplaçant le paragraphe *a* par le suivant:

where at least three physicians or dentists are practising.

Such council shall consist of all the physicians and dentists who practise their profession in the establishment."

39. Section 78 of the said act is amended:

(a) by replacing the word "professionals" in the first line of the first paragraph by the words "clinical staff".

(b) by adding the following paragraph:

"The records and minutes of the clinical staff advisory council and the records and minutes of the council of physicians and dentists and of each of their committees are confidential and no one may gain access to them unless he is a member of any of such councils or committees, or except the Commission or the representatives of a professional corporation in respect of its members, in the performance of functions attributed to them by law."

40. The said act is amended by inserting, after section 78, the following:

"**78a.** The board of directors of every hospital centre must appoint a director of nursing care, after obtaining the advice of the general manager. Such director must be a member in good standing of the Order of Nurses of Québec; he shall perform the duties provided in the organization plan and in the by-laws.

If the organization plan so provides, the board of directors shall also appoint, after obtaining the advice of the general manager, a director of hospital services and a director of administrative services; such directors shall perform the duties provided in the organization plan and in the by-laws."

41. Section 79 of the said act is amended by replacing the word "professionals" in the second line of the second paragraph by the words "clinical staff".

42. Section 81 of the said act is amended by replacing paragraph *a* by the following:

« a) coordonner et surveiller les activités professionnelles et scientifiques qui s'exercent dans l'établissement, sous réserve des responsabilités données aux autres directeurs, envers les professionnels de la santé autres que les médecins et dentistes par les règlements ou le plan d'organisation. »

43. L'article 83 de ladite loi est modifié en retranchant à la fin les mots « si elles sont en même temps converties en un établissement visé au paragraphe a dudit article ».

44. L'article 88 de ladite loi est modifié en insérant, dans la première ligne du deuxième alinéa de la version anglaise, après le mot « indicate » les mots « the person ».

45. L'article 89 de ladite loi est modifié:

a) en supprimant dans la deuxième ligne du deuxième alinéa les mots « ainsi que le directeur général »;

b) en ajoutant après le troisième alinéa, le suivant:

« La séance annuelle publique d'information tenue en vertu du présent article peut avoir lieu en même temps que l'assemblée des usagers visée au paragraphe a de chacun des articles 50, 51 et 52. »

46. L'article 90 de ladite loi est modifié en ajoutant l'alinéa suivant:

« Le présent article s'applique aussi aux familles d'accueil quant à leur faute ou négligence. »

47. L'article 91 de ladite loi est modifié en ajoutant l'alinéa suivant:

« Un médecin ou dentiste peut toutefois s'acquitter de l'obligation visée au premier alinéa en fournissant annuellement au conseil d'administration la preuve qu'il est membre de l'Association Canadienne de Protection Médicale. »

48. L'article 92 de ladite loi est remplacé par les suivants:

« **92.** Un médecin ou dentiste peut exercer sa profession dans un établissement dès sa nomination par le conseil d'adminis-

“(a) coordinate and supervise the professional and scientific activities carried on in the establishment, subject to the responsibilities given to the other directors in respect of professionals in health other than physicians and dentists by by-law or by the organization plan.”

43. Section 83 of the said act is amended by striking out, at the end, the words “if they are converted at the same time into an establishment contemplated in paragraph a of the said section”.

44. Section 88 of the said act is amended by inserting after the word “indicate” in the first line of the second paragraph of the English text the words “the person”.

45. Section 89 of the said act is amended:

(a) by striking out, in the second line of the second paragraph, the words “and the general manager”;

(b) by adding, after the third paragraph, the following:

“The annual public information meeting held under this section may take place at the same time as the meeting of users contemplated in paragraph a of each of sections 50, 51 and 52.”

46. Section 90 of the said act is amended by adding the following paragraph:

“This section also applies to foster families regarding their fault or negligence.”

47. Section 91 of the said act is amended by adding the following paragraph:

“A physician or dentist may however fulfil the obligation contemplated in the first paragraph by furnishing each year to the board of directors proof that he is a member of the Canadian Medical Protective Association.”

48. Section 92 of the said act is replaced by the following:

“**92.** A physician or dentist may practise his profession in an establishment upon his appointment by the board of

tration; il jouit du statut et des privilèges qui lui sont accordés par le conseil d'administration, après consultation du conseil des médecins et dentistes s'il y en a un.

« **92a.** Un médecin ou dentiste désirant exercer sa profession dans un centre hospitalier doit adresser au directeur général un formulaire de demande de nomination conformément aux règlements.

Le comité d'examen des titres du conseil des médecins et dentistes, dont la composition est déterminée par les règlements, étudie la demande du candidat et fait rapport au conseil des médecins et dentistes dans les 30 jours de la réception de la demande par le directeur général.

Le conseil des médecins et dentistes adresse ensuite dans les 30 jours une recommandation au conseil d'administration.

Le conseil d'administration transmet au candidat une décision écrite dans les 90 jours de la réception de la demande originale par le directeur général.

S'il s'agit d'un centre hospitalier affilié à une université, le conseil d'administration prend la décision après consultation de l'université selon les dispositions du contrat d'affiliation.

Tout refus de candidature doit être motivé et se fonder uniquement sur des critères de qualification, de compétence scientifique ou de comportement, eu égard aux exigences de fonctionnement propres au centre hospitalier.

« **92b.** Le renouvellement ou non renouvellement de nomination, le changement de statut ou de privilège, la réinstallation ou le congédiement d'un médecin ou dentiste est décidé par le conseil d'administration après consultation du conseil des médecins et dentistes. S'il s'agit d'un établissement affilié à une université, le conseil d'administration consulte en outre l'université selon les dispositions du contrat d'affiliation.

Tout refus du renouvellement de nomination, de statut ou de privilège, tout refus de réinstallation ou tout congédiement doit être motivé et se fonder uniquement sur le défaut de qualification, l'in-

directors; he shall have the status and privileges granted him by the board of directors after consultation with the council of physicians and dentists, if any.

“**92a.** A physician or dentist wishing to practise his profession in a hospital centre must send to the general manager a form of application for appointment in accordance with the by-laws.

The committee of examination of titles of the council of physicians and dentists, the composition of which is determined by by-law, shall consider the application of the candidate and shall report to the council of physicians and dentists within 30 days of the receipt of the application by the general manager.

The council of physicians and dentists shall then send a recommendation to the board of directors within the ensuing 30 days.

The board of directors shall send a written decision to the candidate within 90 days of the receipt of the original application by the general manager.

In the case of a hospital centre affiliated with a university, the board of directors shall take the decision after consultation with the university in accordance with the terms of the contract of affiliation.

Any refusal of candidature must be substantiated and be based only on criteria of qualifications, scientific competence or conduct, having regard to the particular functional requirements of the hospital centre.

“**92b.** The renewal or non-renewal of appointment, the change of status or privilege, the reinstatement or the dismissal of a physician or dentist shall be decided by the board of directors after consultation with the council of physicians and dentists. In the case of an establishment affiliated with a university, the board of directors shall also consult the university in accordance with the terms of the contract of affiliation.

Any refusal of renewal of appointment, of status or of privilege, any refusal of reinstatement or any dismissal must be substantiated and be based only on a lack of qualification, on scientific incom-

compétence scientifique, la négligence, l'inconduite ou l'inobservance des règlements, eu égard aux exigences propres au centre hospitalier.

« **92c.** Tout médecin ou dentiste qui n'est pas satisfait d'une décision rendue à son sujet en vertu des articles 92a ou 92b peut en appeler à la Commission.

Il peut en outre en appeler à la Commission si plus de 90 et moins de 180 jours se sont écoulés depuis que sa demande de nomination a été adressée conformément au premier alinéa de l'article 92a et si aucune décision ne lui a été transmise.

« **92d.** Aucune des dispositions de la présente loi ne peut être interprétée comme limitant les pouvoirs des comités de révision institués par l'article 28 de la Loi de l'assurance-maladie (1970, chapitre 37) ou des corporations professionnelles visées au Code des professions (1973, chapitre 43). »

49. L'article 93 de ladite loi est modifié en remplaçant le troisième alinéa par les suivants:

« Toutefois, ce montant peut être confié à une corporation sans but lucratif constituée suivant les lois du Québec et n'ayant pas d'autres objets que ceux de gérer les contributions versées à cet établissement ou à plusieurs établissements et de recevoir directement des contributions versées par d'autres personnes pour des fins particulières. Il doit être confié à une telle corporation si une pareille condition est attachée à la contribution, et être utilisé aux fins particulières stipulées. La corporation est assujettie aux règles prévues à l'alinéa précédent relativement à la gestion des contributions et à leur placement.

Les titres ou autres valeurs détenus par une corporation visée au présent article doivent être confiés à la garde d'une institution inscrite auprès de la Régie de l'assurance-dépôts du Québec, sauf si le ministre en ordonne autrement.

En cas de dissolution d'une telle corporation et advenant l'absence de dispositions particulières dans les lettres-patentes à ce sujet, le lieutenant-gouverneur en conseil détermine la répartition des avoirs de ladite corporation.

petence, negligence, misconduct or non-observance of the by-laws, having regard to the particular requirements of the hospital centre.

“**92c.** Any physician or dentist who is not satisfied with a decision rendered in his regard under section 92a or 92b may appeal to the Commission.

He may also appeal to the Commission if more than 90 and less than 180 days have elapsed since his application for appointment was sent in accordance with section 92a and if no decision has been sent to him.

“**92d.** No provision of this act shall be interpreted as limiting the powers of revisory committees instituted by section 28 of the Health Insurance Act (1970, chapter 37) or of the professional corporations contemplated by the Professional Code (1973, chapter 43).”

49. Section 93 of the said act is amended by replacing the third paragraph by the following:

“However, the amount may be entrusted to a non-profit corporation incorporated under the laws of the province of Québec whose sole object is to manage the contributions paid to such establishment or to several establishments and to receive directly contributions paid by other persons for special purposes. It must be entrusted to such a corporation if such a condition is attached to the contribution and be used for the special purposes stipulated. The corporation shall be subject to the rules set forth in the preceding paragraph respecting the management of the contributions and their investment.

The bonds or other securities held by a corporation contemplated in this section must be entrusted to the safekeeping of an institution registered with the Québec Deposit Insurance Board, unless the Minister orders otherwise.

In case of dissolution of such a corporation and in the absence of particular provisions in that respect in the letters patent, the Lieutenant-Governor in Council shall determine the apportionment of the assets of the said corporation.

Les fonds versés à une corporation sans but lucratif conformément au présent article sont considérés reçus par elle en fiducie; la corporation qui les reçoit est assujettie relativement à ces fonds aux mêmes obligations et pouvoirs qu'une compagnie de fiducie constituée au Québec.

Les règles qui précèdent s'appliquent également aux fonds constitués au moyen de contributions avant le 1^{er} juin 1972, et qui ont traditionnellement été utilisés à des fins particulières. »

50. Ladite loi est modifiée en insérant, après l'article 93, le suivant:

« **93a.** Dans les cas où un montant visé au troisième alinéa de l'article 93 avait été confié à une corporation non constituée suivant les lois du Québec, avant l'entrée en vigueur dudit alinéa, ce montant doit être transféré à une corporation constituée suivant les lois du Québec avant le premier janvier 1976. »

51. L'article 95 de ladite loi est remplacé par le suivant:

« **95.** Le permis indique la catégorie de l'établissement ainsi que sa classe et son type s'il y a lieu et les limites à l'intérieur desquelles il est habilité à exercer ses activités.

Lorsqu'un établissement appartient à plus d'une catégorie, les dispositions de la loi et des règlements s'appliquent aux différentes parties de l'établissement selon la catégorie à laquelle elles appartiennent. »

52. L'article 98 de ladite loi est abrogé.

53. L'article 101 de ladite loi est remplacé par le suivant:

« **101.** Tout détenteur de permis, toute famille d'accueil ou toute personne qui maintient une installation, autre qu'un cabinet privé de professionnel, où des services de logement, de garde ou de soins sont fournis, est tenue de permettre accès

The funds paid into a non-profit corporation in accordance with this section are deemed received in trust by such corporation; the corporation receiving such funds shall be, in respect of such funds, subject to the same obligations and powers as a trust company incorporated in the province of Québec.

The preceding rules also apply to funds established by contribution before 1 June 1972 which have been habitually used for special purposes."

50. The said act is amended by inserting, after section 93, the following:

"**93a.** In the cases where an amount contemplated in the third paragraph of section 93 had been entrusted to a corporation not incorporated in accordance with the laws of the province of Québec, before the coming into force of the said paragraph, such amount must be transferred to a corporation incorporated under the laws of the province of Québec before 1 January 1976."

51. Section 95 of the said act is replaced by the following:

"**95.** The permit shall indicate the category of the establishment, its class and type if any and the limits within which it is authorized to carry on its activities.

Where an establishment belongs to more than one category, the provisions of the act and the regulation apply to the various parts of the establishment according to the categories to which they belong."

52. Section 98 of the said act is repealed.

53. Section 101 of the said act is replaced by the following:

"**101.** Every permit holder, every foster family or every person maintaining facilities, other than a professional's private consulting office, where lodging, care and treatment services are furnished, must allow access to any person authorized in

à toute personne que le ministre autorise par écrit pour faire enquête afin de constater si la loi et les règlements sont respectés. »

54. L'article 103 de ladite loi est modifié en retranchant le premier alinéa.

55. Ladite loi est modifiée en insérant, après l'article 103, le suivant :

« **103a.** Aucun permis n'est exigible d'une famille d'accueil. »

56. L'article 106 de ladite loi est remplacé par le suivant :

« **106.** Toute personne dont le permis est suspendu, annulé ou n'est pas renouvelé peut interjeter appel de la décision du ministre devant la Commission :

a) si les motifs de fait ou de droit invoqués au soutien de la décision sont manifestement erronés;

b) si la procédure suivie est entachée de quelque irrégularité grave;

c) si la décision n'a pas été rendue avec impartialité. »

57. L'article 107 de ladite loi est remplacé par le suivant :

« **107.** Dans le mois qui suit la signification à lui faite de la déclaration d'appel, le ministre transmet au greffier de la Commission le dossier relatif à la décision dont est appel. »

58. Les articles 108 à 119 de ladite loi sont remplacés par la section et les articles suivants :

« SECTION IVA

« DISPOSITIONS DIVERSES

« **108.** Un établissement ne peut fournir que des médicaments apparaissant à la liste des médicaments visée à l'article 3a de la Loi de l'assurance-maladie (1970, chapitre 37) ou des prothèses ou appareils visés à l'article 3 de la même loi.

Toutefois, un centre hospitalier peut fournir des médicaments qui n'apparais-

sent par le ministre à faire une enquête afin de constater si la loi et les règlements sont respectés. »

54. Section 103 of the said act is amended by striking out the first paragraph.

55. The said act is amended by inserting, after section 103, the following :

“**103a.** No permit shall be exigible from a foster family.”

56. Section 106 of the said act is replaced by the following :

“**106.** Any person whose permit is suspended, cancelled or not renewed may appeal from the Minister's decision to the Commission :

(a) if the reasons of fact or law invoked in support of the decision are clearly erroneous;

(b) if the proceedings are affected by gross irregularity;

(c) if the decision has not been rendered impartially.”

57. Section 107 of the said act is replaced by the following :

“**107.** Within the month following the service upon him of the declaration of appeal, the Minister shall send the record respecting the decision appealed from to the clerk of the Commission.”

58. Sections 108 to 119 of the said act are replaced by the following division and sections :

“DIVISION IVA

“ MISCELLANEOUS

“**108.** An establishment shall supply only the medications appearing on the list of medications contemplated in section 3a of the Health Insurance Act (1970, chapter 37) or prostheses or appliances contemplated in section 3 of the same act.

However, a hospital centre may supply medications not appearing on the list in

sent pas sur la liste lorsqu'il s'agit de médicaments utilisés à des fins exclusives aux centres hospitaliers, tels les curarifiants, les anesthésiques généraux, les agents de diagnostics, les produits immunologiques, les substances radioactives et les solutions physiologiques.

Il peut en outre fournir d'autres médicaments que ceux mentionnés au premier alinéa, pour fins de recherche clinique et fondamentale ou de nécessité médicale particulière. En tel cas, le médecin ou dentiste ayant utilisé ou prescrit ces médicaments doit en aviser par écrit l'exécutif du conseil des médecins et dentistes lequel doit requérir le comité de pharmacologie de donner son opinion sur la nécessité d'utiliser ces médicaments à nouveau dans les mêmes circonstances.

« 109. Le gouvernement du Québec est de plein droit subrogé au recours de tout bénéficiaire contre un tiers jusqu'à concurrence du coût des services assumé par lui à la suite d'un dommage causé par la faute de ce tiers.

La faute commune entraîne la réduction du montant de cette subrogation dans la même proportion que le recours du bénéficiaire.

Le ministre a le pouvoir de transiger sur toute réclamation découlant du présent article et il peut déléguer pouvoir.

L'assureur de la responsabilité d'un tiers ne peut se libérer de son obligation de l'indemniser de sa responsabilité découlant du présent article autrement que par paiement.

Un engagement par une personne de libérer un tiers ou son assureur de leur responsabilité découlant du présent article ou de les en indemniser est invalide et doit être considéré comme non écrit dans toute convention, transaction ou quittance.

Les droits acquis par suite de la subrogation prévue au présent article font partie du domaine public du Québec à compter de leur naissance et sont soumis aux règles applicables aux droits qui en font partie; toutefois, le droit d'action qui en résulte se prescrit par trois ans.

the case of medications used for purposes exclusive to hospital centres, such as curariforms, general anesthetics, diagnostic agents, immunological products, radioactive substances and physiological solutions.

It may in addition supply medications other than those mentioned in the first paragraph, for purposes of clinical and fundamental research or particular medical necessity. In such case, the physician or dentist having used or prescribed such medications must so inform in writing the executive of the council of physicians and dentists, which must request the committee of pharmacology to give its opinion on the necessity of using such medications again in the same circumstances.

“109. The government of the province of Québec shall be *ipso facto* subrogated in the right of recovery of any recipient against any third party to the extent of the cost of the services assumed by it in respect of damage caused by the fault of such third party.

In case of contributory negligence the amount of such subrogation shall be subject to reduction in the same proportion as the recipient's right of recovery.

The Minister shall have authority to compromise any claim under this section and may delegate such authority.

An insurer of a third party's liability shall not discharge his obligation to indemnify the latter of his liability under this section otherwise than by payment.

An undertaking by a person to discharge a third party's or an insurer's liability under this section or to save them harmless from such liability shall be invalid and be deemed unwritten in any agreement, transaction or release.

The rights acquired by the subrogation provided for in this section shall form part of the public domain of the province of Québec from their origin and are subject to the rules applicable to the rights forming part thereof; however the right of action resulting therefrom shall be prescribed by three years.

« **110.** Un centre d'accueil ne peut recevoir des sommes d'argent provenant du fonds consolidé du revenu ou versées par un centre de services sociaux pour des services fournis à des enfants qui ne lui ont pas été confiés par l'entremise d'un centre de services sociaux ou conformément à la Loi de la protection de la jeunesse (Statuts refondus, 1964, chapitre 220).

Une famille d'accueil doit se soumettre au contrôle et à la surveillance du centre de services sociaux par l'entremise duquel des enfants ou adultes lui ont été confiés, ou, dans le cas où des enfants lui ont été confiés conformément à la Loi de la protection de la jeunesse, du centre de services sociaux désigné par le juge.

« **111.** Le lieutenant-gouverneur en conseil détermine par règlement la surveillance que doivent exercer les centres de services sociaux sur les familles d'accueil et fixe les montants que les centres de services sociaux peuvent verser aux familles d'accueil pour la prise en charge de bénéficiaires.

« **112.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut établir par règlement, les règles qui doivent être suivies dans les conseils régionaux, dans les établissements publics et dans les établissements visés aux articles 133 et 134 pour la sélection et la nomination des directeurs généraux et des cadres supérieurs ainsi que les barèmes qui doivent y être respectés pour la rémunération des directeurs généraux et de tout le personnel compte tenu des conventions collectives en vigueur.

« **113.** Le propriétaire, un membre du conseil d'administration ou une personne employée dans un établissement ou un membre d'une famille d'accueil ne peut solliciter ni accepter un don ou un legs d'une personne hébergée dans cet établissement ou prise en charge par cette famille d'accueil.

« **114.** Le consentement du conjoint ne peut être exigé pour la prestation de services dans un établissement.

“**110.** No reception centre may receive moneys out of the consolidated revenue fund or paid by a social service centre for services supplied to children who have not been entrusted to it through a social service centre or in accordance with the Youth Protection Act (Revised Statutes, 1964, chapter 220).

A foster family must submit to the control and supervision of the social service centre through which children or adults have been entrusted to it, or, in the case where children have been entrusted to it in accordance with the Youth Protection Act, of the social service centre designated by the judge.

“**111.** The Lieutenant-Governor in Council shall determine by regulation the supervision that social service centres shall exercise over foster families and fix the amounts that the social service centres may pay to foster families to take charge of recipients.

“**112.** The Lieutenant-Governor in Council may establish by regulation, the rules to be followed, in the public establishments and in the establishments contemplated in sections 133 and 134, for the selection and appointment of the general managers and senior officers as well as the standards which must be complied with for the remuneration of the general managers and the whole staff, taking account of the collective agreements in force.

“**113.** The owner, a member of the board of directors or a person employed in an establishment or a member of a foster family shall not solicit or accept any gift or legacy from a person sheltered in that establishment or taken in charge by that foster family.

“**114.** The consent of the consort shall not be required for the furnishing of services in an establishment.

« **115.** Le ministre peut accorder à tout établissement qu'il désigne le statut d'école industrielle, au sens de l'article 2 de la Loi des jeunes délinquants (1970, S.R.C., chapitre J-3).

« **116.** Le lieutenant-gouverneur en conseil détermine, par règlement, la contribution qui peut être exigée pour les bénéficiaires qui sont hébergés dans un établissement ou qui sont pris en charge par une famille d'accueil ou reçoivent des services d'une garderie d'enfants.

Le montant de la contribution peut varier suivant les circonstances ou les besoins identifiés par règlement. La contribution est exigée par un établissement ou par le ministre. Les bénéficiaires eux-mêmes sont tenus de la verser; toutefois, dans le cas d'un bénéficiaire mineur, la contribution peut être exigée de son père, de sa mère, ou de toute autre personne déterminée par le règlement; dans le cas d'un bénéficiaire marié, la contribution peut être exigée de son conjoint.

« **117.** Le ministre peut, à la demande d'une personne de qui est exigé le paiement d'une contribution en vertu de l'article 116, exonérer cette personne du paiement de cette contribution, dans les circonstances déterminées par règlement.

« **118.** Le lieutenant-gouverneur en conseil détermine, par règlement, les conditions et circonstances suivant lesquelles le ministre peut verser une allocation de dépenses à un bénéficiaire hébergé dans un établissement ou verser telle allocation au nom d'un bénéficiaire à l'établissement où il est hébergé et fixe le montant de l'allocation.

« **119.** Toute personne peut en appeler devant la Commission de toute décision du ministre concernant l'exonération d'un paiement demandée conformément à l'article 117 ou le paiement d'une allocation de dépenses demandée conformément à l'article 118. »

59. Ladite loi est modifiée en insérant après l'article 128, le suivant:

"**115.** The Minister may grant to any establishment he designates the status of an industrial school within the meaning of section 2 of the Juvenile Delinquents Act (1970, R.S.C., chapter J-3).

"**116.** The Lieutenant-Governor in Council shall determine, by regulation, the contribution that may be required for the recipients who are sheltered in an establishment or taken in charge by a foster family or receive services from a day care centre.

The amount of the contribution may vary according to the circumstances or the needs identified by regulation. The contribution shall be required by an establishment or by the Minister. The recipients themselves are bound to pay it; however, in the case of a recipient who is a minor, the contribution may be required from his father, mother or any other person determined by regulation; in the case of a married recipient, the contribution may be required from his consort.

"**117.** The Minister may, upon the request of a person from whom payment of a contribution is required under section 116, exempt such person from paying that contribution in the cases determined by regulation.

"**118.** The Lieutenant-Governor in Council shall determine, by regulation, the conditions and cases in which the Minister may pay an expense allowance to a recipient sheltered in an establishment or pay that allowance in the name of a recipient to the establishment where he is sheltered, and fix the amount of the allowance.

"**119.** Any person may appeal before the Commission from any decision of the Minister respecting the exemption from payment requested under section 117 or the payment of an expense allowance requested under section 118."

59. The said act is amended by inserting after section 128, the following:

« **128a.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sur la recommandation du ministre, nommer un contrôleur chargé d'assurer la bonne utilisation des fonds publics dans tout établissement qui n'exerce pas un contrôle budgétaire adéquat.

Lorsqu'un contrôleur est nommé conformément au présent article, ses pouvoirs sont déterminés par l'arrêté en conseil de nomination et toute personne qui exerce des fonctions administratives dans l'établissement est tenue de se soumettre aux directives de ce contrôleur dans les limites des pouvoirs qui lui sont attribués.

Aucun engagement ne peut être pris au nom de l'établissement ni aucun déboursé effectué sans le contre-seing de ce contrôleur. Tout engagement pris en non-conformité du présent alinéa est nul. »

60. L'article 129 de ladite loi est remplacé par le suivant :

« **129.** En outre des pouvoirs de réglementation qui lui sont conférés par la présente loi, le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire des règlements pour :

a) établir des catégories de familles d'accueil et, au sein de chacune des catégories d'établissements fixées par la présente loi, des classes d'établissements et, au sein de chacune des classes, des types d'établissements et déterminer les activités que chacune de ces classes ou types d'établissements peut exercer et statuer sur les règlements qu'un conseil régional ou un établissement peut ou doit adopter;

b) statuer sur le contenu, la conservation et la consultation des dossiers ainsi que sur leur reproduction photographique;

c) déterminer les conditions et modalités d'admission et de sortie des bénéficiaires dans un établissement ou de leur prise en charge par une famille d'accueil suivant s'il y a lieu, la catégorie, la classe ou le type de l'établissement ou la catégorie de la famille d'accueil et fixer la composition des comités d'admission dans les centres d'accueil et les centres hospitaliers;

d) déterminer des critères relatifs à la résidence des bénéficiaires;

e) fixer les conditions minimums d'hygiène, de salubrité et de sécurité que doi-

« **128a.** The Lieutenant-Governor in Council may, upon the recommendation of the Minister, appoint a controller charged with ensuring the proper use of public funds in any establishment which does not exercise an adequate budgetary control.

Where a controller is appointed in accordance with this section, his powers shall be determined by the order in council appointing him and every person holding administrative duties in the establishment shall be bound to submit to the directives of such controller within the limits of the powers assigned him.

No engagements may be made in the name of the establishment nor any disbursement made without the counter-signature of such controller. Every engagement made without compliance with this paragraph shall be void."

60. Section 129 of the said act is replaced by the following :

« **129.** In addition to the other regulatory powers assigned to him by this act, the Lieutenant-Governor in Council may make regulations to :

(a) establish categories of foster families and, within each category of establishments fixed by this act, classes of establishments and, within each of those classes, kinds of establishments, and determine the activities that each of such classes or kinds of establishments may carry on and prescribe the by-laws which a regional council or an establishment may or must make;

(b) rule on the content, keeping and examination of records and their photographic reproduction;

(c) determine the conditions and formalities of admission and discharge of recipients in an establishment or of their taking in charge by a foster family, depending, if necessary, on the category, class or kind of establishment or the category of the foster family and fix the composition of the admission committees in hospital centres;

(d) determine the criteria relating to the residence of recipients;

(e) fix the minimum conditions of hygiene, salubrity and security to be com-

vent respecter les établissements et les familles d'accueil;

f) statuer sur le contenu et la forme de l'assurance de responsabilité visée à l'article 91 et des assurances contre l'incendie et les explosions ainsi que des assurances de responsabilité civile que les établissements doivent contracter et sur le montant minimum de ces assurances;

g) déterminer les conditions que doit remplir toute personne qui sollicite un permis et les renseignements qu'elle doit fournir;

h) déterminer la forme et la teneur des permis et fixer les honoraires exigibles pour leur délivrance;

i) établir des normes relatives au contenu obligatoire des plans d'organisation et des budgets des établissements, notamment, quant aux plans d'organisation, pour ce qui est de l'organisation administrative, financière et professionnelle de l'établissement et, quant aux budgets, sur l'admissibilité des dépenses et les contrats d'approvisionnement et indiquer les modalités et les effets de l'approbation par le ministre;

j) obliger tout établissement à accueillir un vérificateur d'office nommé par le ministre ou à obtenir l'autorisation du ministre relativement aux emprunts faits par l'établissement, aux fonds de dotation, à l'acceptation d'un don conditionnel ou aux projets de construction ou de transformation de la manière et dans les circonstances qu'il identifie;

k) déterminer pour chaque catégorie et classe d'établissements ainsi que pour les conseils régionaux, les livres, comptes et statistiques qu'ils doivent tenir, les rapports et informations qu'ils doivent fournir au ministre, la vérification de ces rapports et l'époque à laquelle ils doivent être produits;

l) déterminer dans quelles circonstances certaines catégories d'établissements doivent mettre sur pied un comité de bénéficiaires ou de bénévoles et décrire le rôle de ce comité;

m) statuer, à l'égard des établissements, sur les emprunts, les comptes, honoraires ou frais de fourniture de services, d'équipement ou d'utilisation d'installations ainsi que les conditions des locations, des baux,

plied with by establishments and foster families;

(f) rule on the content and form of the liability insurance contemplated in section 91 and the fire and explosion insurance as well as the civil liability insurance to be taken out by establishments and the minimum amount of such insurance;

(g) determine the conditions which any person applying for a permit must fulfil and the information he must furnish;

(h) determine the form and tenor of the permits and fix the fees exigible for their issue;

(i) determine standards as to the compulsory elements of the organization plans and budgets of establishments, especially, regarding organization plans, as to the administrative, financial and professional organization of establishments, and, regarding budgets, as to authorized expenses and supply contracts, and specify the terms and conditions as well as the effects of approval by the Minister;

(j) compel every establishment to give access to an official auditor appointed by the Minister or to obtain the authorization of the Minister in connection with the borrowings made by the establishment, from the endowment funds, with the accepting of a gift subject to conditions or with building or alteration projects, in the manner and cases he specifies;

(k) determine, for each category and class of establishments, and for the regional councils, the books, accounts and statistics they must keep, the reports and information they must supply to the Minister, the audit of those reports and the time at which they must be submitted;

(l) determine in what cases certain categories of establishments must establish a recipients or benevolent committee and describe the role of that committee;

(m) rule, with respect to the establishments, on the borrowings, accounts and fees for or costs of supplying services, equipment, or the use of facilities, and on the conditions of renting, leases, construc-

des constructions d'immeubles et des aliénations de biens;

n) déterminer dans quelles circonstances les classes ou types de centres d'accueil ou de centres locaux de services communautaires qu'il désigne doivent nommer un directeur des services professionnels et indiquer les fonctions de celui-ci;

o) déterminer et identifier les centres hospitaliers qui doivent offrir et maintenir de façon ininterrompue un service d'urgence de première ligne.

Tout projet de règlement en vertu du présent article ou en vertu des articles 111, 116, 117 et 118 est publié par le ministre dans la *Gazette officielle du Québec* avec avis qu'à l'expiration d'au moins quatre-vingt-dix jours suivant cette publication, il sera soumis pour approbation au lieutenant-gouverneur en conseil. Toutefois, le présent alinéa ne s'applique pas lorsque le règlement n'a pour but que d'indexer les montants, contributions ou allocations visés aux articles 111, 116, 117 et 118 suivant l'indice des rentes établi en conformité de l'article 34 du Régime de rentes du Québec (1965, 1^{re} session, chapitre 24). »

61. L'article 133 de ladite loi est modifié en retranchant, dans les deuxième, troisième et quatrième lignes, ce qui suit : « qui n'est pas visé au paragraphe *b* de l'article 11 ».

62. L'article 134 de ladite loi est modifié en retranchant, dans les cinquième et sixième lignes, ce qui suit : « qui n'est pas visé au paragraphe *b* de l'article 11 ».

63. Ladite loi est modifiée en insérant, après l'article 139, les suivants :

« **139a.** Lorsqu'une personne a été condamnée pour exploitation d'un établissement sans permis, le ministre peut faire procéder à la fermeture immédiate de cet établissement et à l'évacuation des personnes hébergées, nonobstant appel.

« **139b.** Nul ne peut exploiter une installation sous un nom ou raison sociale incluant les mots « hôpital », « centre

tion of buildings and alienation of property;

(n) determine in what cases the classes or kinds of reception centres or local community centres he designates must appoint a director of professional services and determine the functions of that director;

(o) determine and identify the hospital centres that must offer and maintain uninterrupted first class emergency service.

Any draft regulation made under this section or sections 111, 116, 117 and 118 shall be published by the Minister in the *Québec Official Gazette* with a notice that upon the expiry of at least ninety days following such publication, they will be submitted for approval to the Lieutenant-Governor in Council. However, this paragraph does not apply when the object of the regulation is merely to index the amounts, contributions or allowances contemplated in sections 111, 116, 117 and 118 in accordance with the Pension Index established under section 34 of the Québec Pension Plan (1965, 1st session, chapter 24.)"

61. Section 133 of the said act is amended by striking out the following: "not contemplated in paragraph *b* of section 11," in the second and third lines.

62. Section 134 of the said act is amended by striking out the words, "not contemplated in paragraph *b* of section 11" in the fifth and sixth lines.

63. The said act is amended by inserting after section 139 the following:

"**139a.** When a person has been condemned for having operated an establishment without a permit, the Minister may cause that establishment to be closed forthwith and the persons sheltered to be evacuated, notwithstanding any appeal.

"**139b.** No person may operate an establishment under a name or corporate name including the words "hospital",

hospitalier », « centre d'accueil », « centre de services sociaux » ou « centre local de services communautaires » s'il ne détient un permis délivré conformément à la présente loi.

Nul ne peut laisser croire, de quelque façon que ce soit, qu'il est autorisé à exploiter un établissement s'il ne détient un permis délivré conformément à la présente loi. »

64. L'article 164 de ladite loi est remplacé par le suivant :

« **164.** Tout centre d'accueil dont les actifs immobiliers sont la propriété d'une corporation sans but lucratif autre qu'une corporation constituée en vertu de la présente loi dispose d'un délai expirant le 31 décembre 1975 pour se conformer à l'article 53 de la présente loi. »

65. L'article 165 de ladite loi est modifié en insérant, dans la huitième ligne du premier alinéa, après le mot « doivent », ce qui suit : « , sous réserve de l'article 164, ».

66. L'annexe de ladite loi est abrogée.

67. La présente loi remplace la Loi du paiement des frais des accidentés (Statuts refondus, 1964, chapitre 165).

68. Les règlements qui sont en vigueur lors de l'entrée en vigueur de la présente loi et qui ont été adoptés en vertu des dispositions abrogées ou modifiées de ladite loi, continuent d'être en vigueur dans la mesure où ils ne sont pas incompatibles avec les dispositions de la présente loi, à moins qu'ils ne soient eux-mêmes abrogés, remplacés ou modifiés conformément à la présente loi.

69. L'article 1 de la Loi de la protection de la jeunesse (Statuts refondus, 1964, chapitre 220), modifié par l'article 151 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (1971, chapitre 48) est à nouveau modifié en ajoutant au paragraphe *h* après les mots « centre d'accueil » les mots « ou un centre de services sociaux ».

“hospital centre”, “reception centre”, “social service centre” or “local community service centre” unless he holds a permit issued in conformity with this act.

No person may, in any way, give to understand that he is authorized to operate an establishment unless he holds a permit issued in conformity with this act.”

64. Section 164 of the said act is replaced by the following:

“**164.** Every reception centre the immovable assets of which are owned by a non-profit corporation other than a corporation constituted under this act shall have a delay ending on 31 December 1975 to comply with section 53 of this act.”

65. Section 165 of the said act is amended by inserting the words, “, subject to section 164,” after the word “must”, in the seventh line of the first paragraph.

66. The schedule to the said act is repealed.

67. This act replaces the Injured Persons Costs Payment Act (Revised Statutes, 1964, chapter 165).

68. The regulations in force when this act comes into force and made under the repealed or amended provisions of the said act shall continue to be in force in so far as they are not inconsistent with the provisions of this act, unless they have been repealed, replaced or amended in conformity with this act.

69. Section 1 of the Youth Protection Act (Revised Statutes, 1964, chapter 220), amended by section 151 of the Act respecting health services and social services (1971, chapter 48), is again amended by adding after the words “reception centre” in the second line of paragraph *h* the words “or social service centre”.

70. L'article 93 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux, tel que remplacé par la présente loi, a effet depuis le 1^{er} juin 1972.

71. Les conseils d'administration des établissements dont la composition n'est pas conforme aux articles 50 à 53 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux, tels que modifiés par la présente loi, continuent d'exister suivant la composition qu'ils ont le jour de l'entrée en vigueur de la présente loi jusqu'aux dates prévues dans la loi pour les prochaines élections aux différents postes.

72. La présente loi entrera en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil à l'exception de l'article 67 lequel entrera en vigueur à toute date ultérieure qui pourra être fixée par toute autre proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil.

70. Section 93 of the Act respecting health services and social services, as replaced by this act, shall have effect from 1 June 1972.

71. The boards of directors of the establishments whose composition does not conform to sections 50 to 53 of the Act respecting health services and social services, as amended by this act, shall continue to exist as they are composed on the day of the coming into force of this act until the dates provided in the act for the next elections to the various offices.

72. This act shall come into force on the date to be fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council except section 67 which shall come into force on any later date that may be fixed by any other proclamation of the Lieutenant-Governor in Council.